Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Situation et débats politiques (France) > Union nationale vous disiez ? - Un « triste spectacle » à l'Assemblée, (...)

Union nationale vous disiez ? - Un « triste spectacle » à l'Assemblée, quatre jours après les attentats

mercredi 18 novembre 2015, par BEKMEZIAN Hélène (Date de rédaction antérieure : 17 novembre 2015).

Cela faisait des semaines que l'opposition n'avait pas été aussi remontée. Peut-être même depuis la rentrée parlementaire, les députés Les Républicains n'avaient pas autant hué le gouvernement que lors de la séance de questions du mardi 17 novembre. La première depuis les attentats meurtriers de Paris et Saint-Denis, alors que les trois jours de deuil national ne sont toujours pas terminés.

Des huées à n'en plus finir, des commentaires vociférés à pratiquement chaque prise de parole de Manuel Valls, des prises de parole polémiques... Que le premier ministre assure que le gouvernement va agir vite, et une voix de droite lui lance : « C'est un peu tard ! » Qu'il admette ensuite avoir « un regret » et l'opposition lui hurle : « Un seul ? ! un seul ? ! », couvrant ainsi la fin de sa réponse. Quant à Christiane Taubira, elle n'a même pas eu le temps de commencer à répondre au député socialiste Patrick Bloche (Paris) qu'un « Bouuuuh » puéril s'est élevé des bancs de droite.

« Et dire que ce matin, nous avons soutenu la demande de modification de l'ordre du jour des Républicains [pour reporter l'examen de la loi santé] pour maintenir une bonne tenue parlementaire », soupire l'écologiste Cécile Duflot sur Twitter. Le secrétaire national adjoint de son parti, David Cormand, qui suit la séance de loin, publie également un message pour déplorer ce « triste spectacle offert par la représentation nationale ».

Mais certains à droite ne voient pas où est le problème, comme Daniel Fasquelle (LR, Pas-de-Calais), qui viendra ensuite expliquer à la presse que les huées sont un mode d'opposition tout à fait respectable pour contester la politique pénale de la garde des sceaux. Une position sûrement partagée par Patrick Balkany, hurlant, le visage écarlate, depuis son banc de l'hémicycle.

Cliver, contester, accuser

De son côté, le député LR du Nord Sébastien Huyghe se justifie sur son compte Twitter : « Les envolées lyriques de Manuel Valls dans le contexte que nous connaissons sont dérisoires et relèvent de la manipulation. » Il est vrai que le premier ministre n'a pas hésité à se montrer offensif voire provocateur avec l'opposition, faisant tout pour mettre en lumière leurs contradictions – « Soit vous êtes pour une réforme constitutionnelle et vous la votez, soit vous êtes contre et vous n'êtes pas cohérents. »

Mais est-ce vraiment la raison pour laquelle aucun élu de la droite et du centre ne s'est levé pour applaudir l'hommage rendu par M. Valls aux policiers et pompiers ? Est-ce de la responsabilité de la majorité si aucun des orateurs de droite n'a essayé de calmer un peu le jeu ? Au contraire même, Laurent Wauquiez ou Christian Estrosi, têtes de liste pour les régionales en Rhône-Alpes et Alpes-Maritimes, ont profité de la tribune offerte par le micro de l'hémicycle pour cliver, contester, accuser. Ou simplement dérouler leur programme, comme Valérie Pécresse, candidate en Ile-de-France, l'a fait en énumérant ses propositions pour plus de sécurité dans les transports.

« Décidément triste semaine »

Certes, quelques (rares) élus LR ont déploré cette façon de faire, jugeant ce comportement de cour d'école « pathétique », à l'instar de Thierry Solère, élu des Hauts-de-Seine. « Journée de deuil national et pourtant à l'Assemblée, invectives, provocations et sifflets. Des deux côtés. Décidément triste semaine », a également commenté son collègue Edouard Philippe (Seine-Maritime) sur Twitter.

Et pourtant, cela relève d'un « choix politique », regrette un cadre du parti. « Nicolas Sarkozy et Christian Jacob [président du groupe parlementaire] ont fait le choix de laisser la parole aux plus offensifs, ils pensaient qu'il fallait être hyper agressifs. » Preuve s'il en faut : Bruno Le Maire, qui voulait poser une question concernant le vivre-ensemble, a été prié d'attendre la séance de mercredi pour jouer au rassembleur.

Hélène Bekmezian

Journaliste au Monde

P.-S.